

Service de la Santé de la Protection Animale et de
l'Environnement
Rue Ferdinand Buisson
BP 40019 - 62022 Arras

Arras, le 14/11/2024

Références : DDPP62 2024 05657
Code AIOT : 0056201659

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERME DE SOUCHEZ

86, Rue des Marronniers
62390 Boffles

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement FERME DE SOUCHEZ implanté 19, Route de Carency 62153 Souchez. L'inspection a été annoncée le 07/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME DE SOUCHEZ
- 19, Route de Carency 62153 Souchez
- Code AIOT : 0056201659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation bénéficie d'un arrêté d'autorisation en date du 21 juin 2016 pour l'exploitation d'un atelier avicole comprenant 200000 poules pondeuses.

Seul le poulailler P1 a fait l'objet d'une inspection, les autres poulaillers étant exploités selon le même fonctionnement (poules pondeuses en cages).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage
- Fertilisation
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	MTD23 Émissions d'NH3, production globale élevage de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
11	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois
12	MTD27 Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Conformité	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
18	Protection interne contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Numéros d'urgence	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-3	Demande d'action corrective	3 mois
23	Caractéristiques du produit	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-2	Demande d'action corrective	3 mois
24	Contrôle et suivi du procédé	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-3	Demande d'action corrective	3 mois
26	Non conformité du produit	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-5	Demande d'action corrective	
28	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 32	Demande d'action corrective	3 mois
29	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5-4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
5	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
6	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
7	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
8	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
9	MTD14 Émissions atmosphériques NH3, stockage effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
13	MTD31 Émissions atm. NH3, p poudeuses, p de chair reproducteur, poulettes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Lutte contre les nuisibles	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 14	Sans objet
17	Protection externe contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-1	Sans objet
20	Installations techniques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-3	Sans objet
21	Consommation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 21-2	Sans objet
22	contrôle et analyses	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 21-6	Sans objet
25	Utilisation du produit fini	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-4	Sans objet
27	cadavres d'animaux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 28-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas relevé, lors de l'inspection, de non conformités majeures présentant des dangers ou risques majeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles + Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. + Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. + Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
Constats : L'alimentation est adaptée au stade physiologique des poules. Les poules arrivent à l'âge de 17 semaines et sont présentes 14 mois. 4 types d'aliments sont distribués selon la phase de ponte. Ces éléments ont été repris dans le dossier de réexamen des IED
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase). + Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.

Constats :

L'alimentation est adaptée au stade physiologique des poules.
Les poules arrivent à l'âge de 17 semaines et sont présentes 14 mois.
4 types d'aliments sont distribués selon la phase de ponte.
Ces éléments ont été repris dans le dossier de réexamen des IED

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 5

Prescription contrôlée :

Tenir un registre de la consommation d'eau. + Détecter et réparer les fuites d'eau. + Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). +Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.

Constats :

Les consommations d'eau sont enregistrées quotidiennement au niveau de chaque bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 8

Prescription contrôlée :

Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité. + Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement. +Utilisation d'un éclairage basse consommation.

Constats :

L'élevage de poules pondeuses ne nécessite pas de système de chauffage.
Les poulaillers disposent d'un système de ventilation dynamique optimisé.
L'éclairage est assuré par des ampoules Led.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 10

Prescription contrôlée :

Maintenir une distance appropriée entre l'unité/ l'installation d'élevage et les zones sensibles.

Constats :

L'installation est implantée à distance réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Emplacement des équipements : Les niveaux de bruit peuvent être réduits comme suit : i. en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur (en installant l'équipement le plus loin possible des zones sensibles); ii. en réduisant le plus possible la longueur des tuyaux de distribution de l'alimentation; iii. en choisissant l'emplacement des bennes et silos contenant l'alimentation de façon à limiter le plus possible le déplacement des véhicules au sein de l'installation d'élevage. Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements peut être limité par le manque d'espace ou par des coûts excessifs. + Mesures opérationnelles : Il s'agit notamment des mesures suivantes : i. fermeture des portes et principaux accès du bâtiment, en particulier lors de l'alimentation des animaux, si possible; ii. utilisation des équipements par du personnel expérimenté; iii. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit et le week-end, si possible; iv. précautions pour éviter le bruit pendant les opérations d'entretien. v. utiliser les convoyeurs et les auges à pleine charge, si possible; vi. limiter le plus possible la taille des zones de plein air racless afin de réduire le bruit des tracteurs racleurs. Applicable d'une manière générale.
Constats : Tous les équipements potentiellement source de bruits sont situés du côté opposé aux habitations : ventilateurs, passage des véhicules,.. Les portes des poulaillers sont maintenues fermées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 13
Prescription contrôlée : Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage et les zones sensibles.
Constats : L'installation est implantée à distance réglementaire. Les sorties d'air se font du côté opposé aux zones urbanisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 13
Prescription contrôlée : Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes: - augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation + Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage: 1. Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage; + Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage: 2. Choisir l'emplacement du

réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ ou prendre des mesures pour réduire la vitesse du vent autour et au-dessus du réservoir (par exemple, arbres, obstacles naturels);

Constats :

Les sorties d'air sont positionnées à l'extrémité des poulaillers, soit du côté le plus éloigné des zones sensibles.

Actuellement, les fientes ne sont plus stockées sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD14 Émissions atmosphériques NH₃, stockage effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 14

Prescription contrôlée :

Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides. + Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.

Constats :

Actuellement, les fientes ne sont pas stockées dans le hangar pour éviter tout problème sanitaire. Elles sont reprises à la sortie des tunnels et sont commercialisées directement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 23

Prescription contrôlée :

estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.

Constats :

L'estimation de la réduction des émissions d'ammoniac a été fournie dans le dossier de réexamen IED et évaluée selon le projet déposé.

Cette estimation doit être revue en fonction de la situation réelle et peut se faire lors de la déclaration des émissions polluantes via l'application GERE² (voir point **28**)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 24

Prescription contrôlée :

Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.

Constats :
L'estimation de la quantité d'azote et de phosphore excrétée a été fournie dans le dossier de réexamen IED et évaluée selon le projet déposé, soit pour 200000 poules pondeuses.. Cette estimation doit être revue en fonction de la situation réelle à l'aide du formulaire de Bilan Réel Simplifié (BRS).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : MTD27 Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 27
Prescription contrôlée :
Au moins une fois par an : estimation à partir des facteurs d'émission.
Constats :
Les émissions de poussières ont été évaluées par l'application GEREP lors du dépôt du dossier de réexamen des IED.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les émissions de poussières doivent être évaluées une fois par an. Cette évaluation peut être faite avec le module de calcul GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : MTD31 Émissions atm. NH3, p pondeuses, p de chair reproducteur, poulettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA MTD 31 cage
Prescription contrôlée :
0,02 - 0,08 kg NH3/emplacement/an
Constats :
La quantité d'NH3 estimée dans le dossier de réexamen IED est de 0,052 kg NH3/emplacement/an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
Prescription contrôlée :
Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant les 27 octobre 2014 et 11 mars 2015 (voir plan annexe 1). En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Les bâtiments et hangars de stockage de fientes prévus dans le dossier d'autorisation n'ont pas été construits.

D'autre part, suite à un problème sanitaire étant intervenu au niveau de l'élevage, le hangar de stockage de fientes déjà existant n'est plus exploité.

Les fientes sont stockées en bennes dès la sortie du tunnel et sont évacuées 2 fois par semaine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un dossier de porter à connaissances de l'ensemble des modifications apportées à l'installation doit être déposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 12

Thème(s) : Élevage, Aménagement de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Les plantations de conifères existantes sont supprimées et remplacées par des plantations d'espèces locales d'arbres et arbustes de hauteurs différentes le long des limites séparatives Est et Sud.

Constats :

Des plantations en essences locales ont été mises en place afin d'intégrer les bâtiments dans le paysage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 14

Thème(s) : Élevage, Aménagement de l'installation

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

En période de fortes chaleurs, les mesures de désinsectisation sont renforcées.

Le pétitionnaire tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation, où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Constats :

Un plan de dératisation est établi pour chaque bâtiment et affiché dans le SAS. Des boîtes sont mises en place à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments avec renouvellement des appâts toutes les 2 semaines.

Ces éléments ont été constatés dans le poulailler P1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les justificatifs d'achats de produits de dératisation et de désinsectisation seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Protection externe contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-1

Thème(s) : Élevage, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer d'une quantité d'eau de 180 m³ disponible sur une période de 2 heures.

Une réserve incendie de 360 m³ est implantée au sud-Ouest avec 4 poteaux relais.

La réserve incendie est entourée d'une clôture de sécurité d'une hauteur supérieure ou égale à 2 m.

La défense incendie doit être assurée dès le début de la construction. L'exploitant est tenu de consulter le SDIS pour avis technique et réception des ouvrages.

La réserve incendie figurant sur les plans avant-projet est comblée par remplissage avec un matériau solide inerte, dès la mise en service de la nouvelle réserve.

Constats :

Les travaux d'extension n'ayant pas été mis en place, la nouvelle réserve incendie n'a pas été réalisée.

La réserve incendie initiale, située à l'entrée du site, a été maintenue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : protection interne contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-2

Thème(s) : Élevage, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés par la mise en place :

- d'un extincteur à poudre ABC de 2 à 9 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques et du groupe électrogène
- d'un extincteur portatif à eau pulvérisée dans chaque bâtiment d'élevage, tous les 200 m².

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

La présence d'extincteurs a été constatée au niveau du poulailler P1.

La date de la dernière vérification relevée sur un des extincteurs est de mars 2023.

Selon les déclarations des exploitants, ceux ci ont été contrôlés en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les vérifications doivent être effectuées tous les ans.

Les rapports de vérification des extincteurs seront transmis à l'inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Numéros d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-2-3
Thème(s) : Élevage, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">• le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;• le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;• le numéro d'appel du SAMU : 15 ;• le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : Lors de l'inspection du poulailler P1, l'absence de panneau reprenant les numéros d'urgence et les consignes d'évacuation en cas de sinistre ou d'accident a été constatée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un panneau reprenant l'ensemble des consignes ainsi que les numéros d'urgences doit être mis en place au minimum dans chaque bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Installations techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 18-3
Thème(s) : Élevage, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE le 4 janvier 2024. 2 points de non-conformités ont été relevés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les éléments permettant de savoir quelles suites ont été données aux non-conformités doivent être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 21-2
Thème(s) : Élevage, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur, distinct pour l'utilisation destinée à l'activité de l'élevage . Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Chaque poulailler est équipé d'un compteur. Le relevé est réalisé quotidiennement et reporté sur le registre d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : contrôle et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 21-6
Thème(s) : Élevage, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : Une analyse de type «R est effectuée au moins deux fois par an. Contenu des analyses types :
R
Bactéries sulfito-réductrices y compris les spores (1).
Escherichia coli.
Entérocoques.
Pseudomonas aeruginosa.
Numération de germes aérobies revivifiables à 22 °C et 37 °C.
Coliformes totaux.
Odeur.
Saveur.
Couleur.
Turbidité.
Température.
pH.
Conductivité.

Ammonium.
Fer.
Nitrates.
Aluminium (2).
Nitrites.
(1) Seulement nécessaire si les eaux proviennent d'eaux superficielles ou sont influencées par celles-ci. (2) Seulement nécessaire lorsque le paramètre est utilisé comme agent de floculation.
Ces analyses doivent être réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé Publique. Tout résultat non conforme doit être transmis à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement et à l'Agence Régionale de Santé dans les 48 heures.
Constats : Des analyses ont été réalisées le 2 janvier 2024 et 21 septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Caractéristiques du produit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-2
Thème(s) : Élevage, Traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : Les fientes séchées peuvent être commercialisées comme engrais sous réserve de respecter la norme NFU 42-001 - chapitre 4.6.1 - type 5 (fientes de volailles déshydratées). Les teneurs minimales à respecter sont : <ul style="list-style-type: none"> • 75 % de matière sèche, • 7% en (N + P2O5 + K2O) avec au moins un des éléments > à 3 %, • 3% en N et 2,5% en P2O5, • 1 % en N org.
Constats : Les analyses agronomiques ont été fournies lors de l'inspection. Les valeurs relevées dans l'analyse en date du 27 août 2024 ne sont pas conformes aux teneurs exigées par la la norme NFU 42001 (Taux de matière sèche : 67.9 % au lieu de 75 %). D'autres analyses fournies et réalisées antérieurement respectent les teneurs imposées par la norme. Une des analyses fournies fait mention de la norme NF U44-051 (amendement organique)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin d'être commercialisées en tant qu'engrais, les fientes après séchage doivent respecter les teneurs de la norme NFU 42001. Une nouvelle analyse agronomique sera réalisée et transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Contrôle et suivi du procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-3
Thème(s) : Élevage, Traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matière fabriquée dans des conditions identiques. Des analyses visant à vérifier la conformité de chaque lot à la norme sont effectuées selon les fréquences imposées par l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de cultures normalisés : <ul style="list-style-type: none">• 4 analyses par an pour les paramètres agronomiques,• 2 analyses par an pour les éléments traces métalliques,• 1 analyse tous les ans pour les germes pathogènes et la phytotoxicité.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'analyses d'ETM et germes pathogènes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les analyses imposées par l'arrêté du 5 septembre 2003 (commercialisation de matières fertilisantes) seront réalisées et les résultats seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Utilisation du produit fini

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-4
Thème(s) : Élevage, Traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : Pour utiliser ou commercialiser le produit fini, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-3 du Code Rural relatifs à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes. Les justificatifs nécessaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-3 du Code Rural. Les mouvements d'engrais font l'objet d'un enregistrement où figurera : <ul style="list-style-type: none">• Le numéro de lot,• Les caractéristiques du produit, (Analyses)• L'identité et les coordonnées du client,• La date d'enlèvement,• La quantité enlevée, L'exploitant fournit aux agriculteurs utilisateurs une analyse du produit (valeur agronomique) faisant l'objet du mouvement et les informe de leurs obligations réglementaires relatives au programme d'action zones vulnérables en vigueur dont : <ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'un Plan Prévisionnel de Fumure et d'un cahier d'épandage ;• Épandage limité aux besoins des cultures,• Limitation des quantités d'azote contenu dans les effluents d'élevage à 170 kgs/ha de SAU• Respect des périodes d'interdiction d'épandage,• Respect des conditions particulières d'épandage (habitations, cours d'eau, pentes ...)• Si stockage en bout de champ, couverture des tas par une bâche, imperméable à l'eau mais perméable aux gaz. L'épandage du produit directement après l'enlèvement est recommandé, ainsi que l'enfouissement dans les 24 heures maximum.

Constats :
Des bordereaux sont mis en place pour chaque enlèvement d'effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Non conformité du produit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 24-5
Thème(s) : Élevage, Traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée :
En cas de non respect du produit à la norme NFU 42-001, l'exploitant s'engage à éliminer les fientes dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement. Il est tenu d'en informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.
Constats :
La dernière analyse fournie montre des résultats non conformes à la norme NF U42001 (taux de matière sèche <).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est rappelé que lorsque les effluents ne sont pas conformes à la norme , ceux-ci ne peuvent être commercialisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 27 : cadavres d'animaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 28-3
Thème(s) : Élevage, Déchets et sous-produits animaux
Prescription contrôlée :
En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.
Constats :
Dans l'attente de leur enlèvement par l'équarrisseur, les cadavres de volailles sont stockés dans une chambre froide située sur le côté des poulaillers, et sont ensuite ramenés dans un bac à l'entrée du site avant le passage de l'équarrisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 32
Thème(s) : Élevage, Mise en oeuvre de la directive IED
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare annuellement ses émissions de polluants conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : La déclaration des émissions polluantes sur la plate-forme GEREPE n'a pas été réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La déclaration doit être réalisée tous les ans au plus tard pour le 31 mars via un site Internet sécurisé (site GEREPE) permettant de saisir en ligne les déclarations : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr Un document est mis à votre disposition pour vous aider dans cette déclaration : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideGeneral.pdf La partie 5-2-3 de ce guide (page 9) vous indique les modalités d'accès à l'application. Une note spécifique aux élevages est à votre disposition : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideElevageCitepa.pdf
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 29 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 5-4
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.
Constats : L'installation est reprise par la SAS Oeufs de Souchez et le changement d'exploitant n'a pas été déclaré en préfecture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la déclaration de la reprise de l'exploitation après de la Préfecture du Pas-de-Calais. (Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial - Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Section des installations classées)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois